

Extrait du CDURABLE.info l'essentiel du développement durable

<http://cdurable.info/Copenhague-Monsanto-recoit-le-prix-du-pire-lobbyiste,2215.html>

Copenhague : Monsanto reçoit le prix du pire lobbyiste

- Développement Durable en débat -



Date de mise en ligne : mardi 15 décembre 2009

Copyright © CDURABLE.info l'essentiel du développement durable - Tous
droits réservés

Le prix de la sirène en colère, qui récompense le pire lobbyiste aux négociations de Copenhague, a été remporté par le géant *Monsanto*, avec 37% des voix. Shell, le géant de l'industrie pétrolière, est arrivé en seconde position (18%), tout juste suivi par l'Institut Américain du Pétrole (14%). Le prix a été remis cet après-midi dans la capitale danoise, par Naomi Klein, journaliste et écrivain. Dix mille personnes ont voté pour le *prix de la sirène en colère*, ainsi nommé d'après la sirène emblématique de la ville de Copenhague, furieuse en raison des pressions exercées par les industries sur les négociations.

Huit nominés pour le prix du pire lobbyiste à Copenhague étaient proposés au public sur le site <http://www.angrymermaid.org> et au Klimaforum, le forum de la société civile à Copenhague, où l'ont pouvait également voter.

Le géant agricole Monsanto, grand gagnant du prix, était nominé pour la promotion de ses cultures d'organismes génétiquement modifiés (OGM) comme une solution aux changements climatiques ainsi que pour son incitation à les utiliser pour la production d'agrocarburants. L'expansion des cultures de soja OGM en Amérique latine contribue massivement à la déforestation ainsi qu'à l'émission des gaz à effets de serre (GES). La Table Ronde sur le Soja Responsable (RTRS), dont Monsanto est membre, défend activement la cause de l'entreprise en permettant au soja OGM d'obtenir le label de culture "responsable". Pire, Monsanto demande le financement du soja OGM par les mécanismes de développement propre (MDP).

Paul de Clerck des Amis de la Terre International, déclare : « *Monsanto a attiré les votes de milliers de personnes révoltées par la promotion d'une forme d'agriculture si destructrice de l'environnement dans la lutte contre les changements climatiques.* »

Sébastien Godinot, coordinateur des campagnes aux Amis de la Terre France poursuit : « *On ne doit pas autoriser les grands industriels à saboter le combat contre les changements climatiques, en poussant leurs intérêts particuliers. Tous les candidats du grand prix de la sirène en colère ont exercé de fortes pressions afin de préserver leurs profits individuels et d'empêcher une action efficace pour s'attaquer aux changements climatiques. Les gouvernements doivent cesser de les écouter et choisir à la place de vraies solutions à la crise climatique.* »

Le grand prix de la sirène en colère est organisé conjointement par les organisations Attac Danemark, Corporate Europe Observatory, Focus on the Global South, Les Amis de la Terre International, Oil Change International et Spinwatch.

Monsanto et le « RoundupReady »

Monsanto est primée pour les pressions exercées afin que le soja « RoundupReady » (tolérant à l'herbicide glyphosate dont est composé le « Roundup ») soit considéré comme une culture « favorable à la stabilité du climat », admise en tant que source de crédits carbone et de subventions dans le cadre du mécanisme de développement propre (MDP) ; et pour sa campagne en faveur d'un label « responsable » vide de sens pour le soja RoundupReady, qui pourrait être utilisé en vue de créer une certification « durable » pour les agrocarburants. Le texte que vous allez lire ci-dessous émane des organisateurs du Prix.

Contexte

Monsanto est la plus grande entreprise de semences au monde, et fait polémique depuis plus de dix ans en faisant la promotion de cultures d'organismes génétiquement modifiés (OGM). Selon Monsanto, les cultures OGM ne sont pas seulement la solution à la faim dans le monde, elles peuvent également aider dans la lutte contre le changement climatique.

Les entreprises de biotechnologie font pression en faveur de subventions publiques pour leurs cultures « favorables à la stabilité du climat ». Elles veulent également profiter du marché international du carbone et tentent d'obtenir que ces cultures puissent générer des crédits carbone au sein du mécanisme de développement propre (MDP).

L'association pour une culture responsable du soja (RTRS), dont Monsanto est membre, aide à promouvoir la cause de l'entreprise en permettant au soja OGM d'être labellisé « responsable ». Cela pourrait signifier que le soja OGM certifié par la RTRS sera dans un futur proche considéré comme une source d'agrocarburants « durables » ; ou qu'il sera éligible en tant que source de crédits carbone au sein de projets du MDP.

Monsanto affirme que les cultures RoundupReady, tolérantes à l'herbicide glyphosate ou au "Roundup" (la formulation commerciale de l'herbicide de Monsanto à base de glyphosate), aident à lutter contre le changement climatique car elles peuvent être cultivées sans retourner la terre, technique agricole dite du semis direct ou technique sans labour (TSL). Le fait de labourer le sol relâche du dioxyde de carbone (CO₂). Au lieu de quoi, les cultures RoundupReady reposent sur une utilisation massive d'herbicides pour éviter les mauvaises herbes. Monsanto affirme ainsi que leurs cultures devraient leur permettre de recevoir des crédits carbone, car leur technique retient le CO₂ dans le sol.

Mais le soja RoundupReady, cultivé sur plus de 40 millions d'hectares en Amérique du Sud, a de graves impacts sociaux et environnementaux, l'utilisation accrue de pesticides nuisant à la santé humaine et à l'environnement. Ces énormes monocultures de soja ont remplacé des forêts précieuses - générant d'importantes émissions de CO₂ - et ont déplacé de nombreuses communautés rurales et indigènes.

Monsanto est également cofondateur de l'« Alliance pour une nourriture et une énergie abondantes » (Alliance for Abundant Food and Energy), un groupe de pression mis en place pour contrer les critiques qui expriment que les agrocarburants utilisent les terres de la production alimentaire et font ainsi augmenter le prix de la nourriture.

Une longue tradition dans l'exercice d'influence

Les pratiques de lobbying de Monsanto sur le plan du climat remontent à 1998, quand l'entreprise, participant aux négociations climatiques des Nations Unies, affirmait que les États-Unis pouvaient couvrir 30% de leurs objectifs en terme de réductions d'émissions de CO₂ en utilisant les techniques agricoles sans labour. Monsanto était également l'une des entreprises qui appuyaient l'idée des « puits de carbone », qui permettent à la terre et aux arbres d'être utilisés pour stocker du carbone.

Robert B. Horsch, le président du département Développement Durable de Monsanto, expliquait que « Monsanto et d'autres ont fait des efforts considérables, et couronnés de succès, lors de la réunion afin de persuader les délégués de considérer les « puits » de carbone agricoles comme un moyen de réduire les gaz à effet de serre. »

Monsanto était également active au sein du groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), le corps scientifique officiel traitant du changement climatique. Peter Hill, un représentant de Monsanto, a collaboré à

un rapport spécial du GIEC sur l'utilisation des terres, les modifications dans l'utilisation des terres et l'exploitation des forêts en mai 1999.

Ces efforts de lobbying semblent avoir payé : lors des négociations climatiques de l'ONU suivantes, la question de la séquestration de carbone par les sols étaient devenue un enjeu de concessions énormes pour les États-Unis, qui voulaient que 25 millions de tonnes de sols agricoles américains soient reconnus comme des « puits de carbone ». Les États-Unis ont menacé à maintes reprises de ne pas ratifier le protocole de Kyoto tant que les puits de carbone n'y seraient pas inclus.

Le groupe de pression de Monsanto aujourd'hui

L'industrie de la biotechnologie demeure proche du gouvernement américain et le président Obama a nommé plusieurs anciens responsables et alliés de Monsanto à des positions élevées. Monsanto continue activement d'exercer des pressions aux États-Unis. L'entreprise a également formé des alliances avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) afin de promouvoir les techniques agricoles sans labour comme une solution au changement climatique.

Monsanto a exercé des pressions sur l'organisme du mécanisme de développement propre (MDP), sur des groupes de travail de la CCNUCC et sur la FAO pour obtenir des crédits carbone et des subventions du MDP pour ses pratiques de techniques sans labour. Une méthode d'évaluation du MDP relative à la production de biocarburants à partir de cultures sur terres agricoles à faible rendement a été validée en octobre 2009, permettant aux producteurs d'agocarburants de bénéficier directement de crédits carbone pour la première fois.

Productrice de soja majeure, l'entreprise Monsanto a exercé des pressions intensives sur le bureau argentin du MDP afin que la production de soja RoundupReady cultivé sans labour soit inclus dans le MDP. Le responsable du bureau argentin, Hernan Carlino, est devenu membre du directoire du MDP en 2007 et la question des crédits carbone pour les techniques d'agriculture sans labour a été discutée suite à son arrivée, lors de la 13ème Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (voir « Carbon Credits for no till »). Jusqu'ici, Monsanto n'est pas parvenue à faire approuver les techniques sans labour, mais le soja Monsanto sera admis en tant que source de crédits carbone, dès lors qu'il est cultivé sur des plantations existantes et pas sur des terres nouvellement défrichées.

Monsanto a aussi fait pression pour que la possibilité d'obtenir des crédits carbone par le biais de l'agriculture sans labour soit incluse au sein du projet de loi climatique américain. La position des États-Unis sur cette question va être cruciale lors du sommet de Copenhague sur le climat. D'après certaines informations, Monsanto a dépensé 2 094 000 dollars pour ses activités de lobbying au cours du premier quart de l'année 2009, y compris pour faire pression sur la proposition de projet de loi climatique américain. Au cours du second quart de l'année 2009, l'entreprise a déboursé 2 080 000 dollars. Monsanto a déclaré que six lobbyistes de l'entreprise travaillaient sur le projet de loi relatif au climat.

Monsanto a également contribué au développement d'une « norme sur la teneur en carbone des sols agricoles » et soutenu d'autres groupes de pressions dans leur stratégie. Un rapport de synthèse du Congrès indique qu'« avec l'aide de Monsanto, Novectra, une branche de l'Iowa and Illinois Corn Growers Associations (Association des producteurs de maïs de l'Iowa et de l'Illinois) dédiée au conseil et au lobbying, a demandé au Congrès au printemps dernier d'accorder des compensations significatives aux fermiers pour les inciter à faire la transition vers les techniques d'agriculture sans labour - une transition qui permettra de stimuler les ventes de Roundup et de semences RoundupReady. Grâce à l'accord Peterson-Pelosi, ce plan pourrait devenir la loi. »

Monsanto emploie le cabinet de lobbying Ogilvy Government Relations à Washington, cabinet repris dans la liste de Public Integrity comme l'un des principaux cabinets de lobbying combattant les législations climatiques. Il travaille également au sein du groupe de pression de l'industrie biotechnologique américaine, BIO, qui a aussi exercé des pressions sur le Sénat pour obtenir gratuitement des permis de polluer.

L'entreprise est un membre actif de BIO. La fuite récente d'un document révélait la stratégie de lobbying de l'industrie biotechnologique américaine pour Copenhague, stratégie qui implique de travailler de façon étroite avec le gouvernement américain, y compris avec son envoyé spécial pour le climat, Todd Stern : « Bien que les perspectives de voir un nouvel accord signé à Copenhague soient extrêmement discutables, il est capital pour BIO et ses membres de s'engager dans le courant des prochains mois pour s'assurer que quel que soit le traité signé, celui-ci ne nuise pas à l'industrie de la biotechnologie, et qu'il soutienne potentiellement les innovations, » pouvait-on lire dans le document divulgué.

Des pressions exercées à travers les ONG

L'inclusion de Monsanto au sein de l'Association pour une culture responsable du soja fut une avancée majeure pour l'entreprise, lui donnant la possibilité de réclamer une qualification écologique pour le soja OGM.

Certains critiques de l'industrie affirment que le label est dépourvu de sens. Le critère sur lequel il s'appuie permet à l'expansion du soja et à la déforestation de se poursuivre, et délivre un label « responsable » à des cultures résistantes aux herbicides, bien qu'il apparaisse de plus en plus clair que la production de soja RoundupReady (en combinaison avec les techniques d'agriculture sans labour) mènent à une augmentation de l'utilisation de pesticides, et pas à une diminution de celle-ci. L'idée selon laquelle ces critères amèneront à un produit « responsable » ne fait pas l'unanimité au sein de la société civile dans les pays producteurs.

L'Association pour une culture responsable du soja (RTRS), qui inclue WWF, a défendu sans relâche l'idée d'une certification de biodiesel à base de soja « durable ». Selon les organisateurs du Prix, WWF appelle désormais ouvertement à délivrer des crédits carbone au soja RoundupReady certifié par la RTRS.

Monsanto a été approché à propos de sa nomination au Prix de la Sirène en Colère mais n'a pas voulu répondre.